

# CD&V et VLD font trembler la suédoise

## décryptage La vieille rivalité éclate au grand jour et mine les négociations

C'est, dit-on, Gwendolyn Rutten qui a eu raison de la patience de Wouter Beke, mardi soir, à la table suédoise. Pour les uns, la présidente du VLD a fait monter le ton quelques crans au-dessus de la collégialité. Pour les autres, le président du CD&V a mis sur la table des demandes déraisonnables. En filigrane, un profond désaccord sur le dossier Arco. Mais, surtout, une relation plus que tendue, entre libéraux et démocrates-chrétiens flamands – relation tendue qui prend le pas, depuis le début des négociations, sur les frictions CD&V/N-VA, surtout sensibles sur les dossiers sociaux, comme les pensions. Un désamour vieux, en fait, de 25 ans !

**1 Un contentieux qui remonte à 1988.** C'est le politologue Dave Sinardet (Anvers et VUB) qui le rappelle : « *Les relations entre le CD&V et le VLD ne sont pas bonnes. Et ce depuis 25 ans. En 1988, Guy Verhofstadt a été rejeté par le CVP, qui a fait revenir au pouvoir les socialistes. En 1999, c'est le VLD qui a renvoyé le CVP dans l'opposition. En 2009, le CD&V a préféré la N-VA au VLD pour former le gouvernement flamand. Et en juin, le CD&V ne voulait pas, au départ, du VLD au gouvernement flamand, préférant ne s'allier qu'aux nationalistes. Ce ne sont pas de bons partenaires ; entre eux, c'est plutôt la méfiance.* »

**2 Des crispations dès l'été.** S'il n'y a pas eu beaucoup de cris durant l'été, une certaine irritation a rapidement été perceptible quant à la gourmandise du CD&V. Qui réclamait, estimait-on dans le camp libéral, beaucoup (trop) de choses : le commissaire européen, le Premier ministre, les Finances, une solution pour Arco, une taxe sur les plus-values... « *Ils doivent apprendre qu'ils ne sont plus le premier parti, mais le troisième de la suédoise* », entendait-on chez les libéraux. Il n'y a pas si longtemps, les bleus soupçonnaient encore le CD&V de n'avoir pas vraiment renoncé au poste de Premier ministre. « *Ils ont trop de candidats pour le nombre de portefeuilles auxquels ils ont droit, alors ils se croient tout permis* », grinçait-on.

Dans le camp d'en face, on s'exaspérait de l'exposition médiatique de Maggie De Block, désignée dans le sondage RTBF/La Libre comme Première ministre favorite des Belges. De quoi en faire une candidate au Seize ? Au VLD, on laissait, en coulisses, subtilement planer le doute (le célèbre « *je ne dis ni oui ni non* » de la libérale flamande, sur le plateau de la VRT). Le lendemain, plusieurs journaux flamands relayaient « *des échos de la négociation* », affirmant que « *Maggie De*

*Block s'était endormie* » pendant les discussions. Pour le VLD, le crime était signé du CD&V. Lequel était aussi accusé d'avoir fait fuiter dans la presse une série de mesures qu'il défend à la table, pour mieux les y imposer.

Bref, ambiance.... Et l'on n'en était pas encore passé aux dossiers socio-économiques.

**3 La confrontation socio-économique, l'opposition fiscale.** Le pire était donc à venir, avec les réformes structurelles en matière d'emploi, de pensions, ou de fiscalité, sans parler du budget : avec un CD&V repositionné à gauche (lire ci-dessous) et un VLD à droite, le torchon ne pouvait que brûler entre les deux partis. D'autant, decode un CD&V, « *que la N-VA excite le VLD, qui a tellement peur d'elle qu'il prend les devants. Bart De Wever adopte un profil bas et laisse faire la basse besogne au VLD.* »

Le VLD entend, de son côté, d'autant plus imprimer sa marque, qu'il n'a pu le faire dans l'accord gouvernemental flamand, bouclé préalablement entre le CD&V et la N-VA. Une attitude qui passe mal au CD&V, où l'on n'oublie pas que le VLD ne pèse « que 14 sièges », et, surtout qu'il devrait s'estimer reconnaissant d'avoir été « hissé » dans toutes les majorités.

C'est dans ce contexte qu'ont débuté, dimanche, les négociations socio-économiques. « *Subitement, on a vu débarquer des représentants de l'ACW, aile gauche du CD&V, qui n'avaient jamais négocié. Comme Stefaan Vercamer sur l'emploi ou Sonja Becq sur les pensions* », s'irrite-t-on au VLD.

Mardi, la tension est encore montée... Chrétiens-démocrates et libéraux flamands ont étalé, quasiment sur la place publique, leurs divergences sur la fiscalité, et plus largement sur la stratégie économique. Au CD&V, on s'étonne de la virulence des questions qu'ont fait pleuvoir, sur Wouter Beke et Koen Geens, Gwendolyn Rutten et Alexander De Croo. Au VLD, on ne décolère pas. « *Soudainement, Koen Geens s'institue en héraut de gauche à la table de négociations... On le connaissait comme ministre des Finances, comme fondateur du bureau d'avocats Eubelius, l'un des plus grands bureaux de Belgique, pas comme super défenseur du Mouvement ouvrier chrétien... C'est surprenant.* » Vlan !

L'étonnement libéral porte sur l'ampleur des « recettes » que réclame le CD&V. « *Or, le rythme de l'assainissement a été revu, on a reporté l'objectif d'équilibre à 2018, pour un ef-*

fort global de 11 milliards d'euros. C'est un élément important. Malgré cela, ils viennent avec des paquets de recettes nouvelles ». A bonnes sources, on cite les taxes sur les plus-values ou les opérations boursières, l'augmentation du précompte mobilier, et même un « impôt de crise », ou « cotisation de crise », une idée que le CD&V a lancée à la table et qui a fait bondir les négociateurs VLD.

**4 Des tempéraments contrastés.** Wouter Beke n'a donc pas supporté le feu roulant de questions de Gwendolyn Rutten... « On n'a

pas été plus insistants, dans nos questions, que ne l'a été le CD&V à l'égard d'Alexander De Croo sur les pensions », se défend-on au VLD. « Ce sont des caractères très différents. Le président du CD&V est plus introverti, la présidente du VLD est plus volcanique. Mais il n'y a rien d'incompatible dans leurs personnalités », insiste une autre source. Mais une bonne dose de méfiance s'est installée, quand même, entre les deux camps, encore renforcée par le clash de mardi soir... Or, le plus dur reste à négocier. ■

D.CI, Ma.D., V.La.

## NÉGOCIATIONS

### Recoller les morceaux.

#### Deadline : mardi 14 octobre

La suédoise tremble ? « N'exagérons rien »... On parle de « tensions », de « blocage », cela après l'affrontement entre CD&V et VLD mardi soir, rue de la Loi (lire ci-contre). Où placer le curseur ? Entre le choc des personnalités - Beke versus Rutten - et celui des idées, s'agissant des conceptions respectives, côtés chrétien-démocrate et libéral, de la politique fiscale et économique dont la suédoise devra s'acquitter. Et là, de vraies dissensions sont apparues, d'ordre idéologique, qui ont nécessité l'intervention des démineurs, des coformateurs en l'occurrence, Charles Michel et Kris Peeters. Lesquels, après des réunions plénières à la Chambre dimanche, lundi et mardi, ont opéré en coulisses mercredi, rencontrant tour à tour Bart De Wever en matinée, Wouter Beke dans l'après-midi, Gwendolyn Rutten en soirée, les présidents de la N-VA, du CD&V et du VLD.

En plus de tenter d'aplanir les difficultés qui ont surgi mardi soir, les deux ont procédé à un tour d'horizon du programme de gouvernement en devenir, où subsistent, de l'avis de plusieurs protagonistes, de nombreux points de friction. Objectif : réunir les partenaires au plus tôt, pour des négociations à part entière, notamment sur le programme budgétaire de la suédoise.

En attendant, doit-on parler de crise ? Non. De coup de frein à la suédoise ? Oui. Le CD&V fait savoir qu'il faudra défaire quelques nœuds avant de se rasseoir tous ensemble à la table. On avait compris. Le calendrier est bousculé : la plupart tablaient sur une conclusion cette semaine, des congrès de participation des partis dès dimanche 5 octobre (les états-majors avaient réservé des espaces utiles pour les 6 et 7 octobre également), tout cela, donc, bien avant la rentrée parlementaire du mardi 14 octobre.

Changez ? Parmi les partenaires de la suédoise, il est surtout question, maintenant, d'« atterrir » avant cette échéance officielle, lorsque Charles Michel sera appelé à livrer son discours de politique générale au parlement fédéral.

D.CI, MA.D., V.LA.

# CD&V La difficile position de l'ailier gauche

**W**outer Beke a l'air assez paisible et calme, mais c'est un volcan, qui se maîtrise en général mais peut exploser. » C'est un CD&V qui parle, décodant la colère du président du

CD&V mardi soir, après un dur affrontement fiscal avec sa collègue VLD, Gwendolyn Rutten. Voilà pour la personnalité de l'homme. Mais sur le fond, comment expliquer sa sortie ? Voici trois clefs pour comprendre.

## Le plus à gauche dans la suédoise

« C'est une situation assez nouvelle pour le CD&V, analyse le politologue Dave Sinardet (Anvers et VUB). Avant, il y avait un autre parti du centre avec lui, le CDH, ou un autre parti plus à droite ou plus à gauche dans la coalition. Dans la suédoise, c'est le CD&V qui est le plus à la marge idéologiquement, avec deux partis flamands plus à droite, et trois partis libéraux ou ayant des positions assez libérales. En 2007, Herman Van Rompuy disait : "Dans une coalition de droite, on est tous un peu ACW." Dans les négociations orange bleue aussi, le CD&V se profilait donc au centre-gauche. Ici, ce positionnement est encore plus prononcé car la N-VA remplace le CDH. »

Obligé d'être le parti qui défend les avantages sociaux pour les plus démunis, le CD&V se fait taxer de... socialiste par certains VLD : « Ils disent : on n'a plus besoin du PS, on a le CD&V !, rapporte un CD&V. Ils pensent qu'on est beaucoup trop gauchiste. »

Un autre explique la stratégie "à gauche toutes" du parti : « Il y a un mécontentement grandissant dans les milieux syndicaux du CD&V, on l'a senti au bureau du parti lundi. Ceux qui font partie de la mouvance sociale sont très inquiets des mesures envisagées par la suédoise. Wouter Beke a compris le message et veut obtenir certains trophées pour l'aile gauche. » Dave Sinardet ajoute : « Les économies réalisées par le gouvernement flamand en matière socio-culturelle sont critiquées par son propre arrière-ban, les organisations proches du CD&V. Il est donc très important pour lui qu'il engrange certaines choses au fédéral qui satisfassent cet arrière-ban progressiste. »

## Le plus isolé

Certes, chacun a la table est conscient que le CD&V est indispensable à la suédoise. Il n'empêche : sur plusieurs dossiers, le parti de Wouter Beke est isolé, face aux partis de droite. Sur la fiscalité, il se heurte frontalement au VLD, qui refuse toute hausse d'impôts alors que lui veut un équilibre entre économies en recettes et dépenses. Sur les pensions ou certains dossiers sociaux, il s'oppose à la N-VA, qui défendait en campagne la fin de l'indexation automatique des salaires ou la suppression des prépensions. Sur la sécurité sociale ou la santé, secteurs dans lesquels ses piliers traditionnels sont encore très présents, il est parfois bien seul - le MR soigne son profil social sans être très en pointe dans ces dossiers.

Sans oublier le dossier Arco (et ses coopérateurs proches du parti) dont le CD&V fait un casus belli : il ne lâchera pas avant qu'une solution soit trouvée. Mais ses partenaires de

droite sont beaucoup moins sensibles à cette affaire, souhaitant que le syndicat chrétien supporte une large part de l'effort financier.

« Nous sommes le parti de l'équilibre, juge un CD&V. Nous disons que si on donne des avantages aux uns il faut en donner aux autres. Que si les salariés doivent contribuer aux économies, les indépendants et les revenus du capital aussi. Et vu nos accointances avec le mouvement social, nous les défendons aussi. C'est un combat de rue : il faut conquérir maison par maison. »

Un autre ajoute : « Le CD&V ne veut pas que les mesures envisagées touche les plus vulnérables, via le quotient conjugal ou les familles nombreuses. Pour nous, il faut des corrections sociales, sinon nous ne pourrions pas participer à ce modèle de société le plus à droite possible. Nous l'avons déjà dit, mais la pression pour aller toujours plus à droite ne fait qu'augmenter, surtout de la part du VLD, et de la N-VA de façon plus modérée. »

« Depuis que le CD&V a laissé tomber le poste de Premier ministre, ajoute Dave Sinardet, il se positionne plus sur le contenu (taxation sur le capital, socio-économique, Arco...) et la ligne de fracture apparaît davantage. »

## Le poids des hommes

La colère de Wouter Beke est apparemment bien passée dans son parti. L'homme a pris du galon comme président, le résultat électoral l'a renforcé - d'autant que Kris Peeters a, lui, déçu le 25 mai - et on lui reconnaît un certain talent de négociateur. « Wouter Beke a un taux de crédibilité en hausse, confirme un CD&V : il est considéré comme un bon président, un bon négociateur, il a bien manœuvré pour Marianne Thyssen. Il y a plus de critiques vis-à-vis de Kris Peeters, qui n'apparaît pas très pointu ni très habile en négociation. »

Dave Sinardet ajoute cet élément pour expliquer les critiques à l'encontre de Kris Peeters : « Le CD&V a mené une campagne de centre-gauche, mais a choisi Kris Peeters comme figure de proue alors qu'il n'a pas cette image de centre-gauche. Et dans la coalition suédoise, le CD&V doit un peu continuer dans cette voie, se battre pour pouvoir se la-belliser social et satisfaire son aile gauche. » ■

MARTINE DUBUISSON